

Grippe A : pour le sénateur français François Autain, « le gouvernement a travesti la réalité »

Membre du groupe CRC-SPG, médecin, et président de la commission d'enquête sur la gestion de la grippe A, il dénonce l'attitude du gouvernement et des laboratoires pharmaceutiques. Le rôle des laboratoires dans cette affaire n'a pas été nul et le gouvernement n'a pas su résister à la pression qu'ils ont exercée sur lui.

Le gouvernement français a constamment surestimé le risque, restant sourd aux informations rassurantes de l'Institut national de veille sanitaire qui indiquait clairement, dès le mois de juin, que la pandémie ne serait pas plus grave qu'une grippe saisonnière. Tout au long de la crise, il a dramatisé la communication et travesti la réalité au lieu de modifier son plan pour l'adapter à la réalité du risque.

François Autain témoigne de son enquête auprès de l'OMS : « Nous avons mené l'enquête dans des conditions difficiles ; l'OMS nous a entrouvert ses portes mais n'a pas répondu à l'ensemble de nos questions. Nous n'avons pas pu obtenir les noms des quinze experts du comité d'urgence. Il semble donc qu'il s'agisse d'un comité secret alors qu'il est chargé de prendre les décisions importantes concernant cette crise. Il faudrait donc réformer l'OMS en donnant plus de transparence à son expertise. Il faudrait également réformer son financement. On s'aperçoit que c'est une organisation qui échappe petit à petit aux États puisque les subventions versées par ces derniers ne représentent plus que 30 % de ses ressources. Le reste est composé de dons privés, versés notamment par l'association Bill Gates, qui lui impose alors un certain nombre de contraintes.

Petit détail pour finir ! Les ventes supplémentaires dues aux vaccins H1N1 représenteraient 4,5 milliards d'euros en 2009 pour un marché mondial annuel habituel de 13 milliards d'euros...

Sources : l'humanité.fr et lavoixdunord.fr

Article complet de l'humanité.fr ci-dessous :

Grippe A : pour le sénateur français François Autain « Le gouvernement a travesti la réalité »

Membre du groupe CRC-SPG, dénonce l'attitude du gouvernement et des laboratoires pharmaceutiques

Etes-vous satisfait d'avoir pris l'initiative de ce rapport du Sénat sur la gestion de la pandémie de grippe A/H1N1 ?

François Autain. Oui, absolument, cela nous a permis de répondre à un certain nombre de questions, notamment sur le rôle joué par l'industrie pharmaceutique dans la gestion de cette pandémie par le gouvernement.

Le rapport note que le gouvernement a été « à la merci des fournisseurs de vaccins ». Pour quelles raisons ?

François Autain. Tout d'abord, le nombre de vaccins commandés est sans commune mesure avec le besoin effectif : on a commandé 94 millions de doses et seulement 7,8 millions ont été utilisées. Je pense que le rôle des laboratoires dans cette affaire n'a pas été nul et que le gouvernement n'a pas su résister à la pression qu'ils ont exercée sur lui. En effet, le laboratoire GLK, auquel le gouvernement a commandé des vaccins dès le mois de mai, lui a lancé un ultimatum en donnant une échéance à la commande des doses sous peine de ne pas les livrer. Le gouvernement a donc cédé au chantage de l'industrie pharmaceutique en affirmant que, dans ce climat d'incertitude, il ne pouvait faire autrement. C'est d'autant plus surprenant que des pays soumis à ces mêmes pressions, tels que l'Allemagne ou l'Espagne, y sont parvenus. C'était donc possible.

L'attitude gouvernementale est donc sujette à controverse à propos de la gestion de la crise ?

François Autain. Le gouvernement a constamment surestimé le risque, restant sourd aux informations rassurantes de l'Institut national de veille sanitaire qui indiquait clairement, dès le mois de juin, que la pandémie ne serait pas plus grave qu'une grippe saisonnière. Tout au long de la crise, il a dramatisé la communication et travesti la réalité au lieu de modifier son plan pour l'adapter à la réalité du risque.

Pensez-vous que l'OMS a manqué de transparence ?

François Autain. Nous avons mené l'enquête dans des conditions difficiles ; l'OMS nous a entrouvert ses portes mais n'a pas répondu à l'ensemble de nos questions. *Nous n'avons pas pu obtenir les noms des quinze experts du comité d'urgence. Il semble donc qu'il s'agisse d'un comité secret alors qu'il est chargé de prendre les décisions importantes concernant cette crise. Il faudrait donc réformer l'OMS en donnant plus de transparence à son expertise. Il faudrait également réformer son financement. On s'aperçoit que c'est une organisation qui échappe petit à petit aux États puisque les subventions versées par ces derniers ne représentent plus que 30 % de ses ressources. Le reste est composé de dons privés, versés notamment par l'association Bill Gates, qui lui impose alors un certain nombre de contraintes.*

Que peut-on conclure sur ce rapport et sur les perspectives qu'il annonce ?

François Autain. Il faut surtout s'interroger, dans la perspective d'une nouvelle pandémie, sur les conséquences de la perte de crédibilité de la parole publique, résultat de la faillite du gouvernement dans la gestion de la crise. Il faut également se questionner sur les conséquences de cette crise dans la pratique de la vaccination puisqu'elle n'a fait que renforcer une désaffection de la population à ce sujet qui existe déjà depuis plusieurs années.

http://www.humanite.fr/05_08_2010-grippe-fran%C3%A7ois-autain%C2%AB-le-gouvernement-travesti-la-r%C3%A9alit%C3%A9-%C2%BB-451172

La grippe H1N1 ne passe pas

En fouillant hier matin dans mon bureau, j'ai eu le bonheur de découvrir sous une fine pellicule poussiéreuse 120 masques protecteurs à usage unique, quelques boîtes de lingettes et de gel désinfectants et 100 gants en latex (main gauche, est-il mystérieusement précisé). Le rapport du Sénat sur la gestion de la pandémie de grippe H1N1, remis hier, nous renvoie brutalement un an en arrière, face à nos peurs et celle de nos dirigeants.

Avec 312 morts en France (18 000 dans le monde), les sénateurs en viennent à se poser une question troublante sur la pandémie attendue et déclarée en juin 2009 : « Les prédictions scientifiques sont-elles devenues inconsciemment des espérances ? » Sachant que la grippe H1N1 a été considérée « d'emblée comme de gravité modérée ». Ils dénoncent tour à tour « l'opacité » du fonctionnement de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), son exposition aux conflits d'intérêt avec l'industrie pharmaceutique et d'une manière générale, « la pensée unique » des experts de tout poil, « génératrice de biais dangereux ».

Petite précision au passage et sans commentaire superflu : les ventes supplémentaires dues aux vaccins H1N1 représenteraient 6 milliards de dollars (4,5 milliards d'euros) en 2009 pour un marché mondial annuel habituel de 17 milliards (13 milliards d'euros).

Les sénateurs sont d'une virulence tout en rondeur quand ils attaquent l'attitude de l'État dans la signature de ses contrats avec les fabricants de vaccins, l'américain GSK, le suisse Novartis et le français Sanofi Pasteur. La surestimation, volontaire ou non, des risques est une chose, la légèreté contractuelle une autre. Le bât blesse le gouvernement. « Il semble en effet qu'aient été acceptées des clauses qui n'auraient pas dû l'être.

Trois points sont particulièrement désastreux : « L'impossibilité de réviser les contrats en fonction de l'évolution du cheminement vaccinal – le transfert à l'État de la responsabilité des producteurs – l'absence totale de maîtrise des approvisionnements. » Le constat est accablant mais le bilan n'est pas encore terminé. Car en résiliant la moitié des commandes (50 millions de doses sur 94), l'État doit passer à la caisse des dédommagements : 2 millions d'euros pour Sanofi Pasteur, 10,5 pour Novartis. Le géant américain GSK proposait une transaction à 108 millions d'euros. On lui en propose 36. Il a quatre mois pour répondre.

La campagne de vaccination n'avait pas convaincu les Français (5,8 millions de vaccinés, 8 %), plongeant le gouvernement dans l'embarras. Il reste dans le pays un peu moins de 21 millions de doses, dont 7,5 millions seront périmées en octobre (le reste en 2011). Des pays de l'hémisphère sud via l'OMS devraient en être les bénéficiaires. Apprendra-t-on à mesurer le principe de précaution ?

La surestimation, volontaire ou non, des risques est une chose, la légèreté contractuelle une autre.

http://www.lavoixdunord.fr/France_Monde/actualite/Secteur_France_Monde/2010/08/06/article_1_a-grippe-h1n1-ne-passe-pas.shtml